



Malgré les importantes avancées réalisées par de nombreux gouvernements par rapport à la reconnaissance des droits des Peuples Autochtones et des communautés locales aux terres forestières, la dure réalité sur le terrain demeure préoccupante : il y a eu un ralentissement dans la reconnaissance des droits communautaires aux terres forestières dans les pays forestiers tropicaux.

La décélération de la reconnaissance des droits forestiers des peuples autochtones et des communautés locales, ainsi que la diminution de la portée des réformes adoptées depuis 2008 ont été révélées par le nouveau rapport de RRI, intitulé *What Future for Reform? (Quelles Perspectives d'Avenir pour la Réforme Foncière ?)*. Cette analyse retrace les changements de la tenure forestière effectués depuis 2002 et porte sur concernant près de 90 pour cent des forêts du monde. Ces constatations sont particulièrement décourageantes étant donné le consensus grandissant autour de l'idée que la propriété communautaire est un important facteur dans la protection des forêts de nombreux pays en développement. Elles surviennent également malgré les vifs espoirs que certains engagements et initiatives internationales – telles la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la REDD+ — engendreraient une nouvelle vague de reconnaissance et de protection des droits locaux.

Par contre, en regardant plus loin en 2014, nous sommes convaincus que ce « ralentissement » n'est qu'un bref arrêt sur le chemin vers des changements majeurs au statu quo, menés par les centaines de millions de Peuples Autochtones et de communautés locales à travers le monde. A l'échelle internationale, les gouvernements et leurs institutions, ainsi que les investisseurs et les compagnies ayant des participations dans les terres et d'autres ressources naturelles, subissent de plus en plus de pression pour inclure et consulter ces groupes et reconnaître leurs revendications aux terres et aux ressources qu'ils gèrent et dont dépendent depuis des générations.

Pour appuyer ce mouvement, RRI, l'International Land Coalition et Oxfam, trois des plus grands réseaux mondiaux qui travaillent sur les questions des droits fonciers et forestiers, se sont associés pour réclamer **l'intégration** des droits fonciers communautaires au programme d'action des Nations Unies en faveur du développement au-delà de 2015. Mais leur demande n'est pas un cas isolé, par contre : en 2014, on a déjà vu grandir les **mouvements locaux** et de nouveaux engagements du **secteur privé** concernant la reconnaissance des droits des Peuples Autochtones et des communautés locales aux terres et aux ressources. Pour ce que nous réserve l'avenir, le prochain Congrès mondial des parcs, la Conférence mondiale sur les Peuples Autochtones, et la Conférence des Parties (COP) de la CCNUCC sur les changements climatiques offrent de nombreuses occasions de convaincre tous les acteurs – les gouvernements, les investisseurs, les organismes internationaux de conservation et de développement – des vastes bénéfices qui peuvent découler de la sécurisation des droits fonciers communautaires.

- L'Initiative des droits et ressources



ACTION ET ANALYSE STRATÉGIQUE AU NIVEAU MONDIAL

LE SUIVI D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DÉFINIT LES INTÉRÊTS ET LES CONTRAINTES DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA SÉCURISATION DES DROITS FONCIERS COMMUNAUTAIRES

10 au 15 février 2014 | Bellagio, Italie

Une réunion de suivi technique de la Conférence sur le renforcement des stratégies pour sécuriser les droits des communautés à la terre et aux ressources, qui avait eu lieu à Interlaken en septembre 2013, a produit un cadre conceptuel qui définit les principaux acteurs du secteur privé ainsi que leurs intérêts et contraintes en ce qui concerne la sécurisation des droits des communautés à la terre. La réunion a également déterminé ses priorités préliminaires pour influencer l'engagement du secteur privé comme moteur de progrès dans ce dossier et approfondir la compréhension des participants – des ONG comme des représentants du secteur privé – des contraintes et opportunités relatives aux investissements fonciers dans les forêts et les autres ressources naturelles, particulièrement en encourageant des approches et des solutions qui favorisent les intérêts des petits propriétaires, des communautés locales et des peuples autochtones. Les points de discussions et les résultats de cette réunion ont été utilisés par la suite dans le cadre d'une réunion ultérieure à Londres sur le renforcement des actions concrètes pour favoriser les investissements fonciers durables et équitables. On peut trouver plus de renseignements [ici](#).

15e DIALOGUE DE RRI SUR LES FORÊTS, LA GOUVERNANCE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

19 mars 2014 | Washington, D.C., États-Unis

La **15ème édition** dans la série de dialogues mondiaux de RRI sur les Forêts, la Gouvernance et le Changement Climatique a fait le bilan sur deux évolutions importantes dans les efforts mondiaux visant à réduire les émissions forestières. Ceux-ci sont l'adoption du « Cadre de Varsovie pour la REDD+ » à la COP19 à Varsovie, qui élabore les règles pour la mise en application de REDD+ et la finalisation du « Cadre méthodologique » du Fonds sur le carbone de la Banque mondiale qui permet d'acquérir les réductions d'émission des pays de la REDD+. Le Dialogue a été le premier événement à attirer l'attention du public sur ces deux évolutions et à discuter de leurs implications sur les moyens de subsistance des communautés locales et des Peuples Autochtones. Cent participants, issus des organisations communautaires, des gouvernements, des entreprises du secteur privé, des bailleurs de fonds et des organisations de recherche et de développement ont participé au dialogue, alors qu'environ 500 personnes de 65 pays ont visionné l'événement en ligne. Veuillez lire [la synthèse du dialogue](#).

Lors du dialogue, RRI a également lancé sa nouvelle analyse, « Le statut des droits de carbone forestiers et les implications pour les communautés, le marché du carbone et les investissements REDD+ ». Cette recherche, basée sur une étude de 23 pays à faible et moyen revenu d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique (couvrant 66 pour cent des forêts du monde en développement), a révélé un manque de protections juridiques pour les Peuples Autochtones et les communautés dans les plans REDD+ et démontre que la plupart des pays en développement ne sont pas actuellement prêts à participer au marché du carbone. Une carte préparée par 13 organisations communautaires de la région du bassin du Pacifique en Amérique latine a été diffusée auprès des participants. Cette carte démontre que le chevauchement des revendications territoriales est courant et qu'il est important d'établir des mesures juridiques robustes pour protéger les droits fonciers communautaires. Les participants ont déterminé que les mesures de protection de la CCNUCC et les politiques de la Banque mondiale à eux seuls ne pourront pas modifier les conditions de gouvernance sous-jacentes des pays en développement qui touchent le marché du carbone, avant qu'on investisse davantage pour préparer les communautés à participer efficacement dans les processus qui les concerneront sûrement.

Contactez [Claire Biason](#).



ACTION ET ANALYSE STRATÉGIQUE AU NIVEAU MONDIAL

STRATÉGIE ÉLABORÉE POUR DÉVELOPPER ET INFLUENCER DES ACTIONS DU SECTEUR PRIVÉ POUR PROTÉGER LES DROITS FONCIERS COMMUNAUTAIRES

19 et 20 mars 2014 | Londres, Royaume-Uni

Des représentants des ONG, des entreprises privées et des institutions financières se sont rassemblés pour une réunion de suivi à la Conférence internationale sur le renforcement des stratégies pour sécuriser les droits des communautés à la terre et aux ressources, qui a eu lieu en septembre dernier, multipliant par deux la taille du groupe de travail initial. Le groupe a été fondé pour créer un espace informel où les entreprises, les institutions financières et les OSC peuvent se prononcer ouvertement sur les contraintes et les efforts pour sécuriser les droits fonciers communautaires et trouver des solutions communes. Ce forum pluripartite unique offre l'occasion de lancer un dialogue constructif sur les problèmes concernant les droits fonciers communautaires auxquels tous les acteurs sont confrontés, afin d'encourager plus d'engagements et d'actions qui soutiennent la réforme de la tenure et des modèles d'affaires plus appropriés dans les régions du monde où ces acteurs sont présents. Durant la réunion, les participants ont identifié des activités et des initiatives prioritaires à développer ou influencer pour mener vers une réforme de la tenure. Ils ont également proposé les prochaines étapes à suivre. Comme ils représentent tous des organisations progressives, on s'attend à ce que leur engagement à la sécurisation des droits fonciers communautaires influence d'autres organisations dans leur domaine.

[Contactez Annie Thompson.](#)

PREMIÈRE RÉUNION DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE LEADERS AUTOCHTONES ET COMMUNAUTAIRES DES PHILIPPINES, DE L'INDONÉSIE

4 au 9 mars 2013 | Kalimantan occidentale, Indonésie

Durant un atelier de cinq jours, des leaders autochtones et communautaires de l'Indonésie et des Philippines ont développé un discours culturel cohérent pour répondre aux défis posés par les menaces constantes aux droits juridiques et communautaires aux terres en Asie du Sud-ouest. Les 20 participants ont amélioré leur compréhension des disparités entre les sexes dans leurs propres communautés et ont partagé des exemples des meilleures pratiques et des enseignements tirés pour combler les lacunes. Ils ont également été exposés à des approches collaboratives à la résolution de problèmes et à une formation sur les techniques qui permettent de créer des espaces de communication pour toute la communauté. Finalement, cette réunion a misé sur le patrimoine culturel de chaque communauté, tout en attirant l'attention du groupe sur l'importance du leadership des jeunes pour la planification à long terme. L'atelier a été organisé grâce à la contribution du Samdhana Institute, d'AMAN et de l'AIPP. [Contactez Noer Fauzi Rachman.](#)



ACTION ET ANALYSE STRATÉGIQUE AU NIVEAU MONDIAL

UNE SESSION POUR DISCUTER DES RÉSULTATS DE LA CONFÉRENCE D'INTERLAKEN SUR LES DROITS FONCIERS COMMUNAUTAIRES

26 mars 2014 | Washington, D.C.

Jenny Springer, directrice des programmes mondiaux à RRI, a présidé une session sur le renforcement des stratégies pour sécuriser les droits des communautés à la terre et aux ressources à la Conférence de la Banque Mondiale sur la terre et la pauvreté. La session a été organisée conjointement par RRI, l'International Land Coalition et Oxfam, et comprenait des présentations de Abdon Nababan, secrétaire exécutif d'AMAN (Alliance des peuples autochtones de l'archipel, Indonésie) ; de Rachael Knight, Directrice du programme, Community Land Protection, Namati ; et Arun Agarwal, Coordonnateur à l'International Forestry Resources and Institutions (IFRI) & Professeur à la School of Natural Resources & Environment de l'Université du Michigan. Cette session a donné l'occasion de discuter des résultats de [la conférence à Interlaken](#) sur le renforcement des stratégies pour sécuriser les droits des communautés à la terre et aux ressources et des efforts en cours pour les réaliser. Les présentations ont porté particulièrement sur les stratégies pour renforcer la cartographie communautaire des terres et l'autonomisation juridique, ainsi que sur la documentation des incidences des droits communautaires sur les forêts et sur les moyens de subsistance. Elles ont également souligné l'importance d'une plus grande attention et plus de ressources des gouvernements et des institutions donatrices pour combler les énormes lacunes en ce qui concerne la clarté et la reconnaissance des droits communautaires aux terres et aux ressources à travers le monde. [Contactez Jenny Springer](#).



AFRIQUE

LIBÉRIA

LES FEMMES DES QUATRE COINS DE L'AFRIQUE SE MOBILISENT POUR APPUYER LA RÉFORME DE LA TENURE AU LIBÉRIA

ORGANISATEURS : Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF)
4 au 6 mars 2014 | Monrovia

Environ 100 femmes du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF), représentant 12 pays d'Afrique centrale et de l'Ouest, ont participé à un [rassemblement national](#) pour célébrer la Journée internationale de la Femme, le 8 mars. Les participantes ont présenté les recommandations du REFACOF pour le renforcement de la réforme foncière à la Présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf, elle-même présente au rassemblement. L'événement était précédé d'une [campagne sur Internet](#) pour convaincre la Présidente Sirleaf de respecter son engagement d'appuyer l'égalité de protection des droits fonciers des femmes durant le processus en cours de réforme de la tenure. La pétition a récolté plus de 500 signatures des quatre coins du monde.

Avant le rassemblement, le troisième atelier régional sur le genre et les tenures foncières et forestières a renforcé les capacités des membres du réseau dans le contexte des changements climatiques, de la REDD+ et des réformes foncières/forestières. L'atelier a permis à des femmes de sept pays différents de partager leurs expériences avec leurs homologues africains et a donné à chacune d'entre elles une meilleure compréhension du rôle important que jouent les femmes dans la gestion des forêts et dans la mise en application des processus REDD+ nationaux. Les participantes ont identifié les plus grandes contraintes imposées aux femmes dans la gestion des ressources naturelles comme l'accès limité aux nouvelles technologies et le peu de contrôle qu'elles ont des revenus forestiers, ainsi que les opportunités qui existent pour combler les lacunes, telles : l'utilisation de nouvelles plateformes pour accroître la sensibilisation au sujet des droits de tenure des femmes et des outils de plaidoyer disponibles; accroître la sensibilisation de textes juridiques clarifiant les droits des peuples autochtones et des communautés, et accroître l'appui pour la participation des femmes dans la mise en marché des produits forestiers non ligneux et des produits agricoles dérivés.

[Contactez Jennifer Schenk.](#)



ASIE

NÉPAL

LE MINISTRE DES FORÊTS DU NÉPAL S'ENGAGE À ABORDER LES PRÉOCCUPATIONS RELATIVES À LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE

ORGANISATEURS : FECOFUN, COFSUN, NRM Peoples' Parliament et Himawanti
3 au 9 mars 2014 | Sindhuli

Mahesh Acharya, le Ministre des Forêts du Népal, s'est engagé à aborder les préoccupations des utilisateurs des forêts communautaires après un rassemblement de plus de 3 000 personnes à Sindhuli, où les participants ont réclamé que le Ministère et les membres de l'Assemblée constituante prennent en compte les droits communautaires dans la nouvelle constitution du Népal et dans les politiques forestières. Le mouvement populaire de foresterie communautaire au Népal a exercé une pression constante sur le gouvernement pour qu'il intègre les droits de propriété communautaires dans les politiques de l'État sud-asiatique depuis le début du projet d'élaboration d'une nouvelle constitution grâce à un dialogue continu et constructif avec les membres de l'Assemblée. Ce gain est salué par les organisateurs du rassemblement - FECOFUN, COFSUN, NRM Peoples' Parliament et Himawanti - mais un suivi sera nécessaire pour s'assurer que cet engagement se traduise par de l'action sur le terrain. [Contactez Bharati Pathak.](#)



AMÉRIQUE LATINE

PÉROU

DES ACTIVISTES FONT PROGRESSER LA RÉFORME DES TITRES FONCIERS COLLECTIFS AU PÉROU

ORGANISATEURS : Instituto del Bien Común-Pérou et autres membres de la campagne « Territoires sécurisés pour les communautés du Pérou »

mars 2014 | Loreto

Une nouvelle série de recommandations pour améliorer l'établissement des titres fonciers communautaires a été élaborée par les organisations de la société civile au Pérou dans le cadre de la campagne « Territoires sécurisés pour les communautés du Pérou » et a été présentée en mars au ministre de l'Agriculture du Pérou. Le ministère, chargé d'améliorer les processus de titrage foncier collectif dans les zones rurales du pays, a été informé de centaines de titres fonciers communautaires autochtones en attente à Loreto. De leur côté, les responsables ministériels ont informé les membres de la campagne de l'état actuel de leurs négociations avec la Banque interaméricaine de développement (BID), le donateur principal du projet de titrage des terres rurales (PETT) du gouvernement et sur la mise en application de la troisième phase du programme (PTRT3). PTRT3 amorcera le processus de demandes de titres fonciers ruraux au Pérou qui comprend la propriété individuelle ainsi que la propriété collective. Les membres des groupes autochtones et de la société civile ont fait pression auprès du gouvernement pour qu'il intègre les titres fonciers collectifs dans les objectifs du projet.

[Contactez Omaira Boloños.](#)

LES EFFORTS SOUTENUS DE PLAIDOYER MÈNENT À UN CADRE JURIDIQUE AMÉLIORÉ POUR PROTÉGER LES PEUPLES AUTOCHTONES EN ISOLEMENT VOLONTAIRE

ORGANISATEURS : AIDSESEP

Mars 2014 | Ucayali, Madre de Dios et Cusco

Grâce aux efforts soutenus de plaidoyer d'AIDSESEP et d'autres organisations de la société civile au Pérou, le ministère de la Culture a formellement reconnu les Peuples Autochtones en isolement volontaire ou en contact initial (PAIV ou en CI) vivant dans cinq réserves territoriales du pays. Le décret suprême renforce les protections pour les PAIV et CI vivant dans ces réserves en leur accordant plus de droits au sein du cadre juridique des réserves autochtones de 2006. Il s'agit d'une importante victoire pour les droits autochtones, étant donné les fortes pressions contre cette reconnaissance exercées par les industries extractives dans la région de l'Amazone.

En toile de fond de la pression des investisseurs pour retirer la reconnaissance des PAIV, le Ministère de la Culture a accepté deux études de l'AIDSESEP et de l'ORPIO qui démontraient leur existence entre les rivières Napo et Tigre. Les investisseurs de l'industrie pétrolière avaient répété qu'il n'existait aucune recherche rigoureuse qui confirmait la présence de ces communautés et avaient fait pression auprès du gouvernement pour retirer la reconnaissance de leurs droits. La nouvelle recherche présentée par l'AIDSESEP et l'ORPIO a convaincu le gouvernement de maintenir sa décision, et elle devrait prévenir tout recul sur la question des droits à l'avenir.

[Contactez Mario Osorio.](#)



RESTEZ CONNECTÉ

PUBLICATIONS & ÉVÉNEMENTS

PUBLICATIONS RÉCENTES

Statu Quo : Le secteur privé fera-t-il pencher la balance en faveur des droits fonciers communautaires?

Quelles Perspectives D'avenir Pour La Réforme Foncière?

État Des Lieux Des Droits Sur Le Carbone Forestier Et Implications Pour Les Communautés, Le Marché Du Carbone Et Les Investissements Redd+

ÉVÉNEMENTS À VENIR

Réunion Annuelle du MegaFlorestais

5 au 9 mai 2014

Buea, Cameroon

Prochaine génération de leaders des agences forestières

28 juillet au 1 août 2014

Oaxaca, Mexique

Pour vous tenir au courant de nos activités, consultez notre site internet en [anglais, français, ou espagnol](#)

Vous pouvez aussi maintenant traduire le site dans plus de 60 langues, à l'aide de l'outil « Sélectionner une langue » dans le coin droit de la page d'accueil.

Restez connecté

Ou participez à la conversation sur [Facebook](#), [Twitter](#), et [LinkedIn](#)

[#LandRightsNow](#)

www.rightsandresources.org